



lundi 17 mars 2007

COMMUNIQUE DE PRESSE N°1

Améliorer la sécurité alimentaire des pays ACP

Direction générale de la Communication

PARLEMENT EUROPEEN

AMELIORER LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS ACP

Débat : 17.03.2008

Vote : 20.03.2008

Rapport sur les questions de sécurité alimentaire dans les pays ACP et le rôle de la coopération ACP-UE

Co rapporteurs : Mohammed Ali (Ethiopie) et Alain Hutchinson (PSE, BE)

Mieux gérer les ressources en eau, reconnaître le rôle des femmes dans le secteur agricole et instaurer un moratoire sur les biocarburants d'origine végétale figurent parmi les remèdes proposés par l'Assemblée parlementaire paritaire pour améliorer la sécurité alimentaire des pays ACP. L'insécurité alimentaire affecte près d'un tiers de ces pays. La résolution devrait être adoptée jeudi 20 mars 2008.

"Traiter de la sécurité alimentaire dans les pays ACP conduit prioritairement à aborder la question de l'agriculture", a déclaré **Alain Hutchinson**, soulignant que 80% de la population de l'Afrique de l'Ouest vit de cette activité.

Sur la question des subventions agricoles à l'exportation, il a estimé que "l'UE exerce sur les marchés ACP un dumping dont les conséquences sont dramatiques pour nombre de petits producteurs locaux, incapables de concurrencer des produits européens qui se vendent jusqu'au tiers du prix des produits locaux. Cette situation va à l'encontre des engagements pris par l'UE en matière de sécurité alimentaire".

Mohammed Ali a souligné que le droit à la nourriture devrait être considéré comme un droit de l'homme élémentaire. "Sans ce droit, les autres droits de l'homme sont difficiles à concevoir", a déclaré le co-rapporteur.

La flambée des prix des produits agricoles met par exemple en danger la capacité du Programme alimentaire mondial à fournir l'aide alimentaire. Les co-rapporteurs rappellent que l'UE et les pays ACP se sont engagés à contribuer à réduire de moitié, avant 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

L'insécurité alimentaire affecte près d'un tiers des pays ACP. Les répercussions de la faim sont plus élevées dans les zones rurales où vit jusqu'à 60 % de la population qui dépend directement de l'agriculture ou d'activités rurales liées à l'agriculture, souligne le rapport. L'agriculture est dans de nombreux pays ACP le principal secteur économique (20% du PIB et deux tiers de l'emploi).

Accès à l'eau

L'APP appelle à une planification des investissements dans le domaine de l'irrigation dans les pays ACP pour permettre l'accroissement de la production agricole.

L'eau et les services liés à l'eau - indispensables pour assurer la sécurité alimentaire - ne peuvent être considérés comme une marchandise ou des services marchands, selon le rapport. L'Assemblée plaide pour une reconnaissance formelle par l'Union européenne et les pays ACP du droit à l'eau comme un "droit humain, universel, indivisible, inaliénable, imprescriptible et découlant du droit à la vie pour tous".

Rôle des femmes

L'APP recommande aux pays ACP et à l'Union européenne de reconnaître que les femmes jouent un rôle économique vital dans le secteur agricole.

Pour les députés, l'UE et les gouvernements des pays ACP devraient s'occuper du régime foncier pour les ménages et personnes confrontés au VIH/sida en particulier dans les régions dans lesquelles il existe une pression foncière ou dans lesquelles les terres sont rares. Il est demandé à ces gouvernements de faire face aux répercussions engendrées par le VIH/sida sur les régimes fonciers (schémas de propriété, héritage, accès et droits), en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants.

Moratoire sur les biocarburants

L'adoption d'un moratoire sur la production végétale destinée à être transformée en carburant devrait également être adoptée par l'assemblée générale des Nations unies, selon l'Assemblée ACP.

Le Conseil, la Commission européenne ainsi que chaque Etat membre devraient soutenir la recherche sur les biocarburants fabriqués à base de résidus de culture et ceux créés avec des plantes incombustibles cultivées sur des terres arides ou semi-arides.

10^{ème} FED

Dans le dixième FED, l'UE devrait inclure un programme prioritaire de développement agricole pour chacun des pays ACP, selon le rapport. Dans le 9^{ème} FED, seuls 4 pays ACP sur 78 ont fait de l'agriculture un secteur prioritaire et 15 d'entre eux ont choisi le développement rural. Seulement 7% du budget du 9^{ème} FED ont été consacrés au développement rural et 1,1 % aux activités explicitement liées à l'agriculture.

Pour l'Assemblée, un effort particulier est également nécessaire pour que les plus pauvres puissent avoir accès, dans les pays ACP, aux technologies de l'information. Cela passe par la lutte contre l'illettrisme informatique et le coût élevé des équipements informatiques.

La Commission, le Conseil de l'Union européenne et les pays ACP devraient de leur côté financer ces mesures.

http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/10_01/default_fr.htm

Assemblée parlementaire paritaire ACP-EU

Pour plus d'informations :

Thomas Dudrap

Service de presse

Ljubljana, Slovénie

Mob. +32.498.98.32.84

e-mail : thomas.dudrap@europarl.europa.eu